



AFRIQUE/SOMALIE - Conférence de Londres : une Assemblée constituante pour la Somalie - renouvellement de l'engagement en matière de lutte contre le terrorisme et la piraterie

Mogadiscio (Agence Fides) – « Les décisions concernant l'avenir de la Somalie demeurent entre les mains du peuple somalien. La direction politique somalienne doit être responsable face à la population ». C'est avec ces prémisses que le communiqué final de la Conférence internationale de Londres sur la Somalie pose les bases afin de lancer ce que l'on espère être une nouvelle phase de stabilisation du pays. La Conférence qui s'est déroulée hier (voir Fides 23/02/2012) dans la capitale britannique a vu la participation de 50 Etats et institutions internationales. L'un des points clefs à l'ordre du jour a été le terme du mandat du Gouvernement de transition nationale, qui arrive à échéance en août « et ne sera pas prorogé au-delà ».

Pour ces motifs, dans le communiqué final, est proposée la convocation d'une Assemblée constituante « représentative des opinions de la population de l'ensemble des régions du pays et au sein de laquelle les femmes aient un rôle dans le cadre du processus politique ». La définition des détails en vue de la convocation de l'Assemblée constituante sera au centre du prochain Sommet international sur la Somalie qui se tiendra à Istanbul en juin. La Turquie et le Qatar sont en effet au nombre des nouveaux acteurs internationaux qui, depuis quelques temps, se sont penchés sur la question somalienne, la première forte d'une machine humanitaire bien organisée et le second de la fameuse chaîne de télévision Al Jazeera.

L'intérêt britannique en ce qui concerne la stabilisation de la Somalie a été souligné par le Premier Ministre, D. Cameron, qui a rappelé non seulement la présence en Grande-Bretagne d'une forte communauté somalienne mais également la préoccupation de son cabinet, partagée par différents autres exécutifs, en ce qui concerne la piraterie et la présence de groupes terroristes qui appuient les Shabab, les intégristes qui combattent le gouvernement de transition somalien.

Les Etats-Unis ont menacé de sanctions économiques les Shabab et leurs sponsors mais ont repoussé la requête avancée par le Premier Ministre somalien, Adiweli Mohamed Ali, portant sur des incursions aériennes contre les Shabab. Aujourd'hui cependant, dans le cadre d'une opération conduite à l'aide de missiles probablement par un drone américain, un certain nombre de Shabab, dont certains seraient étrangers, ont été tués. (L.M.) (Agence Fides 24/02/2012)